



## Arrêté du maire

N° 2023-A-115

**Objet : Autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons pour l'Union Multi-Sport de Pontault-Combault (UMSPC Basket-Ball) du 1er au 2 avril 2023**

Le maire de la commune,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4 et L. 2542-8,

**VU** le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2, L. 3335-1 et L. 3335-4,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2020-BRDS-DB 001 fixant l'étendue des zones de protection pour l'implantation des débits de boissons à consommer sur place et des lieux de vente de tabac manufacturé dans le département de Seine-et-Marne,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2014 DSCS DB 104 fixant les horaires des débits de boissons à consommer sur place et des restaurants dans le département de Seine-et-Marne,

**VU** l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels et notamment son article 12,

**VU** le Règlement sanitaire départemental,

**CONSIDERANT** la demande d'ouverture temporaire d'un débit de boisson 3<sup>ème</sup> catégorie formulée par Monsieur Jean-Louis ALCAZAR président de l'UMSPC Basket-Ball sise 40 rue de l'Orme au Charron en date du 14 février 2023, à l'occasion d'une soirée festive annuelle du 1<sup>er</sup> au 2 avril 2023 , à la salle Jacques Brel, à Pontault-Combault,

### **ARRETE**

**Article 1 :** La commune de Pontault-Combault autorise l'UMSPC Basket-Ball, présidée par Monsieur Jean-Louis ALCAZAR, à ouvrir un débit de boissons temporaire de 3<sup>ème</sup> catégorie à l'occasion d'une soirée festive annuelle du 1<sup>er</sup> avril à 19h, au 2 avril 2023 à 1h30 à la salle Jacques Brel à Pontault-Combault,

**Article 2 :** Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les groupes 1 et 3 tels que les définit l'article L.3321-1 du Code de la santé publique, soit :

- les boissons du groupe 1 : boissons sans alcool, eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruit ou de légumes non fermenté ou ne comportant pas à la suite d'un début de fermentation, de trace d'alcool supérieures à un degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat, etc.
- les boissons du groupe 3 : boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1, 2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

**Article 3 :** Le bénéficiaire de la présente autorisation devra se conformer aux articles L. 3342-1 et L 3342-3 du Code de la santé publique interdisant de vendre et d'offrir de l'alcool à des mineurs de moins de 18 ans.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation s'engage à être couvert par une attestation d'assurance. Il devra respecter les dispositions du Code de la santé publique relatives à la lutte des nuisances sonores et la lutte contre les bruits de voisinage et respectera les horaires précités. La collectivité ne pourra être tenue responsable du fait de son activité.

**Article 5** : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté dont un original sera transmis à :

- Monsieur le Commissaire, Chef de la circonscription de police de Noisiel,
- Madame la Directrice du service Prévention-Sécurité de la commune de Pontault-Combault,
- Et notifié à Monsieur Jean-Louis ALCAZAR.

**Article 6** : En application de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification à l'adresse suivante : 107 avenue de la République 77340 PONTAULT-COMBAULT. En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Melun - sis 43 Rue du Général de Gaulle, 77000 Melun - dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Maire si un recours gracieux a été introduit. Ce recours contentieux peut être formulé par voie dématérialisée via l'application « télerecours citoyens » (accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

077-217703735-20230301-2023-A-115-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/03/2023

Fait en mairie, le 1 mars 2023



Le maire,  
Gilles Bord